

## COMMUNIQUÉ

---

### **CAPLP 2022 : une pénurie d'enseignant·es toujours plus forte !**

Les résultats aux concours 2022 du CAPLP confirment que les politiques éducatives menées depuis 5 ans ont fortement affaibli la voie professionnelle en général et l'attractivité de nos métiers en particulier. Le ministère, en imposant sa réforme de la formation des enseignant·es, a renforcé la désaffection des candidat·es pour nos métiers impliquant des centaines de classes sans PLP à la rentrée.

**La première session des nouveaux concours imposés par J.-M. Blanquer est catastrophique.** Pourtant les syndicats de la FSU n'ont eu de cesse de dénoncer une réforme éloignée des réalités de nos métiers et dont les effets néfastes sur des concours déjà fragilisés depuis plusieurs années (11 % de postes non pourvus à l'externe sur les trois dernières sessions) étaient prévisibles.

Ces dernières années, le ministère se félicitait d'une prétendue hausse d'inscrit·es, signe d'une attractivité soi-disant retrouvée. Cette année il a refusé de publier leur nombre car ils sont en forte baisse, ce qui prouve que cette réforme a dissuadé les potentiel·les candidat·es.

**Les résultats d'admissibilité en cours de publication révèlent que** sur les 27 disciplines déjà parues, la grande majorité n'atteint pas le ratio de deux candidat·es à l'oral pour un poste. Pire encore, quatre d'entre elles rendent déjà des postes avant les oraux puisque le nombre d'admissibles est inférieur aux nombres de places offertes (Maths-sciences 201 admissibles pour 240 postes, Lettres-Allemand 3 pour 5, Génie civil option équipements techniques-énergie 15 pour 27 ; Biotechnologies 137 pour 190). Ces chiffres sont d'autant plus inquiétants que certain·es admissibles ne se présenteront pas à l'oral et que d'autres renonceront au CAPLP car reçu·es à d'autres concours.

**La conséquence** : des centaines de classes des lycées professionnels se retrouveront sans professeur·e à la rentrée faute à un recrutement insuffisant.

Dans un récent rapport, la DARES et France Stratégie estiment qu'il faudra recruter 320 000 nouveaux et nouvelles enseignant·es du premier et du second degrés pour simplement remplacer les départs en retraite. Une aubaine pour tout gouvernement qui serait tenté d'instaurer une contractualisation de l'Éducation nationale, voire de la Fonction publique ! De là à penser que la réforme du recrutement menée par J.-M. Blanquer aurait été finalement conçue dans ce sens, il n'y a qu'un pas...

Pour le SNUEP-FSU, il est urgent de rendre à nouveau attractif le métier d'enseignant en commençant par revaloriser les salaires et améliorer les conditions de travail. Le SNUEP, à l'instar de la FSU, revendique la mise en place d'un vaste plan de recrutement pluriannuel ainsi que de réels pré-recrutements sous statut étudiant-fonctionnaire.